

Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/article2999.html>

Télé Toulouse menacée d'asphyxie (pétition et communiqués)

- Les médias - Télévisions - Télévisions locales -



Date de mise en ligne : samedi 8 novembre 2008

Description :

La proie de ses actionnaires privées (La Caisse d'Épargne, le groupe La Dépêche du Midi, le groupe Lagardère et le groupe Pierre Fabre)

Acrimed | Action Critique Médias

Nous publions ci-dessous un pétition de soutien à Télé Toulouse, menacée par les actionnaires privés dont elle est la proie, ainsi que les communiqués du SNJ et du SNJ-CGT (*Acrimed*)

Pétition : « TLT, la 1ère chaîne locale de France doit vivre ! »

Télé Toulouse, créée en 1988 est en train d'être asphyxiée.

Les actionnaires privés de la chaîne (La Caisse d'Epargne, le groupe La Dépêche du Midi, le groupe Lagardère et le groupe Pierre Fabre) souhaitent réduire de manière drastique la masse salariale de la chaîne locale.

Seules la Mairie et la Direction Générale de la chaîne s'opposent à ce plan de licenciements massif.

Chaque semaine, vous êtes plus de 250.000 téléspectateurs à nous suivre sur Toulouse et son agglomération. TLT n'existerait pas sans votre soutien et votre fidélité depuis toutes ces années !

Aidez nous à continuer d'exister !

Aidez nous à ne pas fermer la dernière télévision locale à Toulouse après M6 et France 3 !

Si vous êtes attachés à la pluralité de l'information dans votre ville, soutenez TLT

Adresse de la pétition : <http://www.jesigne.fr/soutienattl>

Sauver Télé Toulouse des prédateurs (SNJ)

Les dirigeants de Télé Toulouse ont décidé mercredi d'un dépôt de bilan de la plus ancienne télévision locale privée de France (créée en 1988).

C'est le résultat de plusieurs années d'une gestion et d'orientations coupables et régulièrement dénoncées par les représentants du personnel. Ceux-ci n'ont eu pour toute réponse qu'une caution apportée par la plupart des actionnaires au directeur, qui exerçait dans le même temps à leur encontre, comme à l'encontre des autres salariés, des pressions inacceptables.

Des salariés qui n'ont touché que la moitié de leur salaire d'octobre, seule la municipalité de Toulouse (actionnaire à hauteur de 20 %) assurant par sa quote-part cette partie de rémunération.

On ne peut que s'interroger sur l'action et la volonté des quatre autres actionnaires de TLT : le groupe Lagardère, La Dépêche du Midi, la Caisse d'Epargne (20 % chacun) et Sud communication (groupe Pierre Fabre, 14 %).

Les milliardaires ou multi-millionnaires Arnaud Lagardère, Jean-Michel Baylet et Pierre Fabre n'ont en effet pas pu trouver les quelques centaines de milliers d'euros pour relancer TLT !

Télé Toulouse menacée d'asphyxie (pétition et communiqués)

Quant à la Caisse d'Epargne, elle a fait le choix d'augmenter de 0,5 million d'euros la rémunération de son P-DG entre 2006 et 2007...

Pour accompagner la lutte des salariés de TLT pour la sauvegarde de l'emploi et la pluralité de l'information, il est indispensable que se positionnent d'autres repreneurs que les quatre actionnaires industriels qui ont précipité Télé Toulouse vers le gouffre.

Le pluralisme et la qualité de l'information ont besoin de vrais renforts et de vrais projets.

Le Syndicat National des Journalistes (SNJ), premier syndicat de la profession, participe pleinement à la lutte des personnels de TLT. Il ne comprendrait pas que TLT ne puisse être sauvée des prédateurs alors même que la nécessité du pluralisme de l'Information est partout mise en avant.

Les salariés de TLT organisent un grand rassemblement de soutien, place du Capitole à Toulouse mercredi 12 novembre à partir de midi.

Une pétition est également ouverte : <http://www.jesigne.fr/soutienatlt>

Paris, le 7 novembre 2008

Toulouse : info locale en danger, pluralisme menacé (SNJ-CGT)

Le 5 novembre, la télévision locale Télé Toulouse (TLT), plus ancienne chaîne locale de France, a été déclarée en cessation de paiement. Les actionnaires, le groupe Lagardère, la Dépêche du Midi, la Caisse d'Epargne régionale (20% chacun) et Sud Communication (groupe Pierre Fabre, 14%) refusent de mettre la main au pot excepté la mairie de Toulouse, actionnaire à hauteur de 20%, grâce à qui la moitié des salaires d'octobre a pu être versée aux 49 salariés.

A la mi-octobre, la direction générale avait présenté un plan ramenant le nombre de salariés de 49 (équivalents temps plein) à 31, le nombre de journalistes en CDI tombant de 18 à 9 et celui des pigistes de 5 à 1, et prévoyant 400.000 euros d'investissements. Soit plus de 60% de suppression d'emplois !

Pourtant ce plan a été jugé largement insuffisant par les actionnaires, qui, tous solides et largement bénéficiaires, ont les moyens de faire vivre le pluralisme autrement que dans les colloques et autres Etats généraux. Déjà, la locale de France3 a été intégrée à l'édition régionale et la locale de M6 devrait fermer prochainement. L'hebdo économique La Gazette du Midi a licencié 4 journalistes pigistes sur un effectif de 8 journalistes pour les remplacer par...des stagiaires de l'école de journalisme.

Alors que se déroulent les Etats généraux de la presse, que la nécessité du pluralisme a été affirmée au plus haut niveau, Toulouse, 4ème ville de France, connaîtra dans les prochains mois la désertification médiatique.

Pour le SNJ-CGT, solidaire des salariés, il est urgent que Télé Toulouse soit sauvé par ses actionnaires qui doivent assumer leur rôle social. Ils peuvent aussi rechercher d'autres bailleurs de fonds, institutionnels ou pas. Le pluralisme et la qualité de l'information locale sont en jeu. A l'initiative des salariés de TLT, une pétition est ligne à l'adresse suivante :

<http://www.jesigne.fr/soutienatl>

SNJ-CGT, Toulouse le 7 novembre 2008